

Cote du document:	EB 2013/108/R.9/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	6 b)
Date:	10 avril 2013
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République populaire du Bangladesh pour le

Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Thomas Rath

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2069
courriel: t.rath@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent huitième session
Rome, 10-11 avril 2013

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Financement rétroactif	9
D. Résumé des avantages et analyse économique	9
E. Durabilité	10
F. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VII. Recommandation	12
 Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	13
 Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

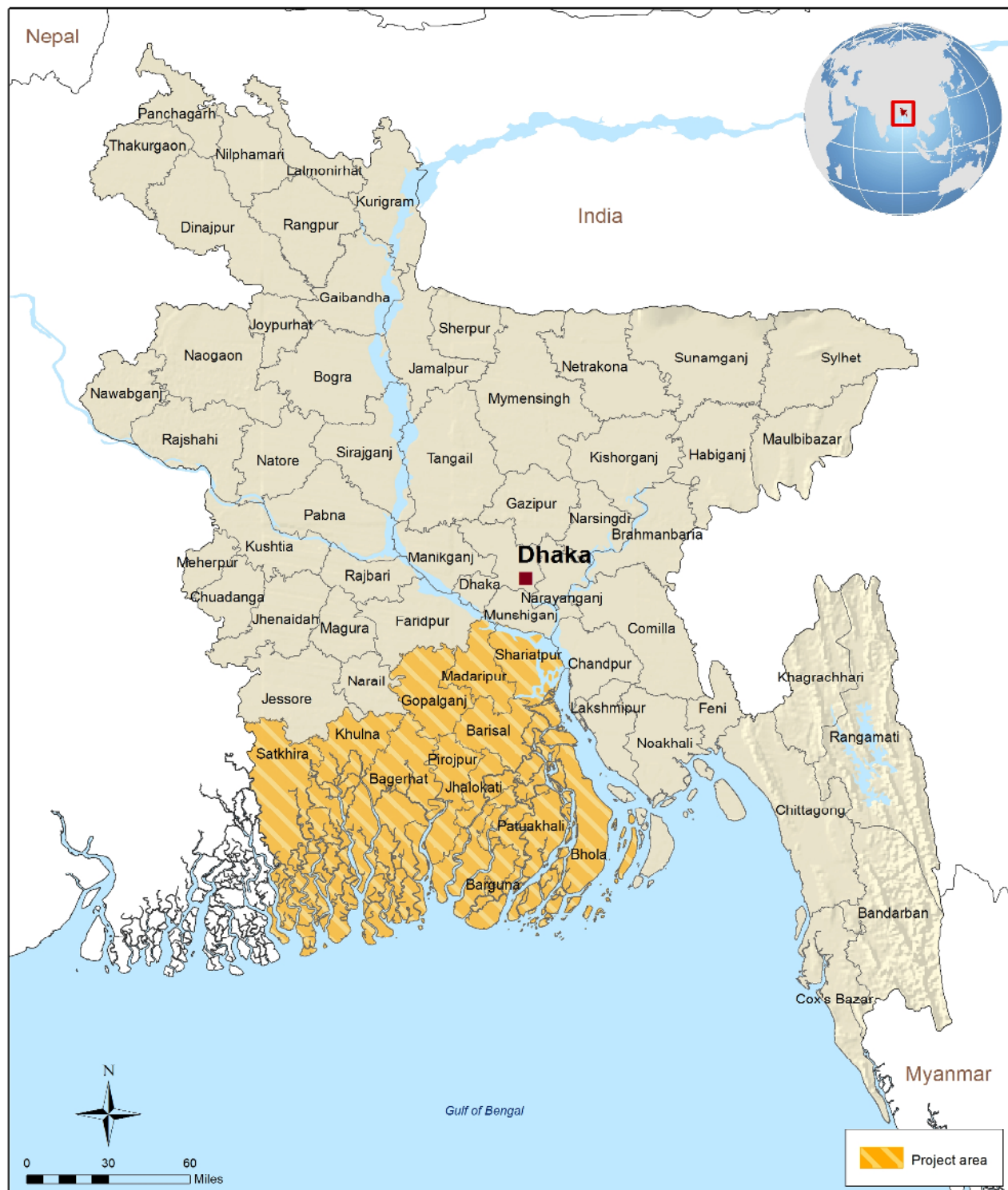
Sigles et acronymes

BAsD	Banque asiatique de développement
BGP	Bureau de gestion du projet
CCRIP	Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques
CGM	Comité de gestion des marchés
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FEDEC	Projet relatif au financement du développement des entreprises et de la création d'emplois
KfW	Institut allemand de crédit pour la reconstruction
LGED	Département du génie de l'administration locale
MIDPCR	Projet de développement de l'infrastructure commerciale dans les Charlands
MLGRDC&C	Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives
SCT	Société à contrat de travail collectif
TRE	Taux de rentabilité économique

Carte de la zone du projet

People's Republic of Bangladesh Coastal Climate Resilient Infrastructure Project

President's report



Source: FIDA, 06/02/2013.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République populaire du Bangladesh

Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire du Bangladesh
Organisme d'exécution:	Département du génie de l'administration locale, Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives
Coût total du projet:	150,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	26,1 millions de DTS (équivalent approximativement à 39,5 millions d'USD)
Financement rétroactif:	Pour les dépenses autorisées d'un montant approximatif de quatre mille droits de tirage spéciaux (4 000 DTS)
Montant du don du FIDA:	660 000 DTS (équivalent approximativement à 1,0 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Institut allemand de crédit pour la reconstruction (KfW), Banque asiatique de développement (BAsD), et d'autres à déterminer
Montant du cofinancement:	KfW: 8,8 millions d'USD BAsD: 50,0 millions d'USD Autres à déterminer: 19,5 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don du KfW Prêt et don des ressources de base de la BAsD et du Fonds stratégique pour le climat
Contribution de l'emprunteur:	31,2 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	Sans objet
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Directement supervisé par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques, telle qu'elle figure au paragraphe 63.

Proposition de prêt et don à la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Malgré toutes ses limitations, le Bangladesh a continué, au cours de la décennie écoulée, à engranger des progrès économiques. Sa croissance économique a été régulière, à un taux annuel de 5 à 6%; la dette intérieure, les taux d'intérêt et les taux de change ont été assez stables. La croissance n'a toutefois pas atteint les 7,5%, taux nécessaire pour que le pays puisse parvenir, au cours des dix prochaines années, au statut de pays à revenu intermédiaire. La croissance du PIB a repris, pour se situer à 6,0% en 2009-2010, avec une prévision de 6,3% pour 2010-2011. Le taux d'inflation, en augmentation, a été à deux chiffres en 2011-2012, situation particulièrement préoccupante, tant pour les consommateurs que pour le Gouvernement bangladais.
2. Le développement rural du Bangladesh est explicitement lié au développement de l'agriculture et de la communauté paysanne. La plupart des programmes de développement ont été axés sur le développement de l'infrastructure rurale, l'augmentation de la production agricole, l'accès aux services financiers, l'augmentation des prix des produits agricoles, la baisse des prix des intrants et le développement du secteur de l'éducation et des services de santé, tout en cherchant à résoudre le problème des inégalités entre les sexes. Au cours des dernières décennies, la croissance agricole a été d'environ 4% par an. À l'heure actuelle, le pays est, en année normale, à peu près autosuffisant en riz. Il convient toutefois de se garder de tout excès d'optimisme, étant donné que le Bangladesh doit importer du riz en cas d'inondations majeures et de fortes sécheresses. La forte densité démographique et la perte continue de terres arables, principalement imputable à l'urbanisation, rendent essentielle l'amélioration de la productivité de la riziculture et d'autres produits alimentaires de base.
3. Les exploitations sont de petite taille et se sont de plus en plus morcelées au fil du temps, par suite des partages entre les enfants des propriétaires. Alors que la production des produits alimentaires de base a augmenté parallèlement à la croissance démographique, la hausse des revenus a entraîné une demande croissante de produits alimentaires de meilleure qualité, comme les fruits, le lait, la viande et le poisson. La diversification dans le sens de produits de plus grande valeur accentue la pression sur les terres rizicoles et sur les efforts visant à atteindre l'objectif national d'autosuffisance en riz.
4. Au niveau national, le taux de pauvreté a reculé, passant de 49% à 32% au cours de la période 2000-2010. Peu de changements ont été relevés, en matière de pauvreté, dans les divisions de Barisal, Dacca et Khulna, dans le sud-ouest du Bangladesh, où le projet sera exécuté. Les taux d'extrême pauvreté de 26,7% font de la division de Barisal l'une des plus pauvres du pays. Les indicateurs sociaux, comme l'accès aux réseaux d'assainissement, à l'eau potable sûre et aux soins de santé primaires, sont inférieurs à la moyenne nationale dans les districts ciblés par le projet. Les

discussions avec de nombreux groupes villageois ont fait apparaître que la pauvreté est généralement attribuée: à la faible productivité de la terre, qui ne peut porter qu'une récolte par an au lieu de trois; à la fréquence des catastrophes naturelles; aux rares opportunités d'emploi non agricole; et à l'insuffisance de l'infrastructure.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques (CCRIP) sera financé conjointement par la Banque asiatique de développement (BAsD), le FIDA, l'Institut allemand de crédit pour la reconstruction (KfW) et le Gouvernement bangladais. Le projet résulte d'une fusion entre deux projets conçus séparément: le Projet d'infrastructure commerciale durable pour l'amélioration des moyens de subsistance (SMILE), conçu par le FIDA, et le Projet d'amélioration de l'infrastructure résistante aux aléas climatiques dans la zone côtière, conçu par la BAsD et le KfW. La conception d'ensemble du CCRIP a été acceptée par les trois donateurs et par le gouvernement, et a été approuvée par le conseil d'administration de la BAsD en septembre 2012. La BAsD, le KfW et le FIDA avaient signé, le 19 juin 2012, un aide-mémoire par lequel ils acceptaient l'ensemble des aspects concernant la portée, le financement et l'exécution du projet, aspects ensuite confirmés par le gouvernement. Ce projet est le premier de deux projets prévus dans le cadre du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats du FIDA pour 2012-2018. Le second de ces projets, à savoir le Projet de promotion des microentreprises et de l'agriculture (MAPP), sera conçu à titre de suivi d'un projet en cours financé par le FIDA, le Projet relatif au financement du développement des entreprises et de la création d'emplois (FEDEC). Le MAPP, qui sera lancé en 2014, concernera la reproduction à plus grande échelle du développement des filières et des services financiers dans le même domaine que le FEDEC, tout en apportant un complément aux investissements "matériels" du CCRIP.
6. La justification du projet plonge ses racines dans la situation spécifique du Bangladesh, qui est à la fois l'un des pays les plus pauvres de l'Asie du Sud et un pays particulièrement affecté par les conditions météorologiques défavorables actuelles. Le Bangladesh est déjà, aujourd'hui, l'un des pays au monde les plus sujets aux catastrophes naturelles. On s'attend à ce que le changement climatique aggrave l'intensité et la fréquence des cyclones et des inondations, provoquant des destructions considérables de terres, de routes, de maisons et d'autres actifs.
7. Les producteurs ruraux, et spécialement les petits producteurs pauvres, souffrent des effets négatifs du changement climatique, mais aussi de deux contraintes majeures qui limitent le développement de leurs moyens de subsistance: i) médiocrité de l'infrastructure routière et de marché, qui restreint leur accès à des marchés plus vastes, augmente les coûts des intrants et du transport, et diminue les prix du fait de l'éloignement; et ii) accès limité aux services financiers induits par la demande, et accès insuffisant à une technologie et des services d'appui de bonne qualité, par exemple des services de vaccination du bétail.
8. Deux projets financés par le FIDA cherchent actuellement à remédier à ces contraintes à une échelle relativement réduite: le Projet de développement de l'infrastructure commerciale dans les Charlands (MIDPCR) pour ce qui concerne le développement de l'infrastructure rurale; et le FEDEC pour les prêts à l'agriculture et aux microentreprises et le développement des filières. Le CCRIP reproduira à plus grande échelle les expériences réussies du MIDPCR en matière de routes rurales et de marchés villageois. Ces expériences et celles d'autres projets de développement de l'infrastructure rurale ont montré que les marchés et les routes revêtues améliorent les communications et le revenu des ménages par le jeu de plusieurs facteurs: augmentation des prix à la production, hausse des salaires, accroissement des investissements dans les entreprises agro-industrielles et des échanges, meilleur accès à des intrants de qualité supérieure, etc. L'accès à la scolarisation des enfants

et aux soins de santé primaires s'est aussi amélioré grâce au progrès des moyens de transport, notamment au cours de la saison des pluies.

9. Le CCRIP construira des infrastructures routières et des abris anticycloniques capables de résister aux aléas climatiques et améliorera l'accès aux marchés pour atténuer l'extrême pauvreté et la vulnérabilité climatique dans le sud-ouest du Bangladesh. Du fait qu'il résulte d'une fusion entre le projet financé par la BAsD et le KfW et le projet SMILE, le CCRIP conserve l'accent original mis par ce dernier sur la connectivité et l'accessibilité pour les petits exploitants, et constitue dans le même temps un projet intelligent face au climat. Cette approche est parfaitement alignée sur les principaux objectifs du COSOP axé sur les résultats.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Le CCRIP sera exécuté dans 32 *upazila* (sous-districts) de 12 districts du Sud-Ouest: les districts de Barguna, Barisal, Bhola, Jhalokati, Patuakhali et Pirojpur dans la division de Barisal; les districts de Gopalganj, Madaripur et Shariatpur dans la division de Dacca; et les districts de Bagerhat, Khulna et Satkhira dans la division de Khulna. Ces districts ont été reconnus comme très pauvres, moins développés et vulnérables aux catastrophes naturelles comme les raz-de-marée, les cyclones et les inondations. Les 32 *upazila* ont été choisis sur la base de sept indicateurs en rapport avec la pauvreté, la vulnérabilité, l'éloignement, ainsi que la qualité et l'ampleur de l'infrastructure.
11. Le groupe cible du projet comprend la population de la zone de desserte des marchés et des routes concernés par le projet, et en particulier les petits paysans et les paysans marginaux, les petits commerçants et les microentrepreneurs, les personnes sans terres et les femmes pauvres. On estime que 3,5 millions de personnes bénéficieront du projet. On compte, parmi les bénéficiaires directs, 5 000 personnes employées par des sociétés à contrat de travail collectif (SCT), dont 80% au moins seront des femmes indigentes, 162 400 commerçants sur les marchés couverts par le projet, 52 600 propriétaires de moyens de transport et 235 000 ménages vivant dans les zones desservies par les routes et les marchés.

B. Objectif de développement du projet

12. Le projet a pour but d'améliorer les moyens de subsistance (augmentation des revenus et de la sécurité alimentaire) des ménages pauvres (femmes et hommes) dans les *upazila* choisis de 12 districts côtiers. L'objectif de développement est de parvenir à accroître la résistance aux aléas climatiques de l'infrastructure routière et commerciale des zones côtières et des habitants dans les *upazila* choisis des 12 districts.

C. Composantes/résultats

13. Le projet comporte les trois composantes suivantes:
 - a) **Amélioration de la connectivité des routes:** Cette composante doit avoir pour résultat une meilleure connectivité des routes pour les personnes vivant dans les *upazila* couverts par le projet, ce qui facilitera leur accès aux marchés et aux services sociaux. Il est prévu, dans le cadre de cette composante, de construire 130 kilomètres de routes d'*upazila* (travaux financés par la BAsD) et 501 kilomètres de routes de circonscription et de routes villageoises (travaux financés par le FIDA), ainsi que des petits ponts et ponceaux associés (2 455 mètres). Les routes seront dotées de caractéristiques de résistance et/ou d'adaptation au climat. Les routes desservant le plus grand nombre de personnes et reliant les marchés de la zone du projet à d'autres marchés importants et à des villages éloignés bénéficieront d'une priorité élevée.

- b) **Amélioration des services de marché:** Cette composante aura pour résultat une meilleure commercialisation des produits agricoles et non agricoles sur les marchés de la zone du projet. Le projet construira/améliorera les structures matérielles des marchés (hangars communs, halles aux poissons, zones ouvertes revêtues/surélevées, sections réservées aux femmes, blocs sanitaires, drainage interne, etc.); il construira des points de collecte des produits de base et des plateformes de déchargement des bateaux, constituera des comités de gestion des marchés (CGM) et créera des emplois pour les femmes pauvres (membres des SCT). L'objectif est de créer 88 centres de croissance et grands marchés ruraux (financés par la BASD), 197 marchés communautaires (au niveau des villages), 5 points de collecte des produits de base, 15 sections réservées aux femmes et 38 plateformes de déchargement des bateaux (financés par le FIDA).
- c) **Capacité accrue d'adaptation au changement climatique:** Cette composante doit avoir pour résultat une plus grande capacité, de la part des communautés rurales et des autorités locales, de faire face à des événements météorologiques irréguliers et de répondre à leurs besoins de base lors des chocs climatiques. Les activités suivantes, financées par le KfW, sont prévues au titre de cette composante: i) construction ou extension de 15 abris anticycloniques; ii) amélioration de 10 abris existants; iii) réfection de 15 kilomètres de pistes d'accès; et iv) mesures de soutien complémentaires destinées à accroître la capacité de préparation aux catastrophes. Le FIDA financera en outre la formation des membres des SCT pour qu'ils acquièrent des compétences en matière de construction et de questions sociales, et celle des membres des CGM dans les domaines de la planification, de la supervision des travaux et de la gestion des marchés.

III. Exécution du projet

A. Approche

- 14. À l'exception des "routes villageoises", des plantations en bordure des routes et des marchés communautaires et villageois, toutes les infrastructures seront construites par des contractants choisis sur la base d'appels d'offres compétitifs. Les travaux de construction seront réalisés par des groupes de femmes ou des SCT. La création et le choix des SCT suivront la méthodologie éprouvée dans le cadre du MIDPCR.
- 15. Les routes de circonscription et les routes villageoises ainsi que les marchés communautaires (villageois) financés par le FIDA ont été choisis au cours de la conception du projet, suivant un processus rigoureux, et ont été intégrés au projet de développement *pro forma* approuvé par le gouvernement. Ces routes et marchés sont prêts à être développés. Le bureau de gestion du projet (BGP) aura seulement à préparer les plans annuels d'exécution mais, à l'exception de l'estimation définitive des coûts, aucun travail préparatoire supplémentaire ne sera nécessaire.

B. Cadre organisationnel

- 16. L'agent d'exécution principal sera le Département du génie de l'administration locale (LGED) au sein de la Division de l'administration locale du Ministère de l'administration locale, du développement rural et des coopératives (MLGRD&C). Un comité de pilotage du projet, chargé de fournir les grandes orientations relatives à l'exécution du projet, se réunira deux fois par an pour faire le point sur l'avancement de cette exécution.
- 17. Un BGP sera établi au siège du LGED, à Dacca, et des bureaux régionaux de projet seront installés aux sièges de district à Barisal, Khulna et Madaripur. Le BGP sera responsable de l'ensemble de la gestion, de l'exécution et du suivi, tandis que les bureaux régionaux de projet auront pour mission de superviser les progrès, de surveiller les travaux des SCT, de procéder aux contrôles de qualité, de suivre l'impact et de maintenir des liens étroits avec les autres parties prenantes, comme le

nirbahi (représentant de l'État au niveau de l'*upazila*), les CGM et les conseils (*parishad*) de circonscription. Dans le cadre de la composante amélioration de la connectivité des routes, la construction des routes sera sous-traitée à des contractants professionnels, sauf pour ce qui concerne les routes de circonscription. Les ingénieurs de district du LGED et les ingénieurs des *upazila* seront chargés de la gestion de ces contrats.

18. Le LGED mettra à disposition, à plein temps, du personnel de gestion du projet pour l'ensemble des quatre niveaux de gestion. Une équipe d'assistance technique composée de personnel professionnel international et national et de personnel de soutien apportera, à l'appui du BGP, des compétences en matière de conception et de supervision dans plusieurs domaines: ingénierie, résilience face au climat, économie et finance, développement social et progrès en matière d'égalité entre les sexes.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. Le BGP sera responsable de l'exécution d'ensemble du projet et de ses activités financières, et de la réalisation de ses objectifs quantitatifs et qualitatifs. Il devra plus précisément mener à bien les activités de démarrage, différentes études et enquêtes, la préparation du plan de travail et budget annuel, le respect des obligations d'information et la coordination avec le FIDA, la BASD, le KfW, le LGED, le MLGRD&C, la Division des relations économiques du Ministère des finances et d'autres parties prenantes au projet.
20. **Suivi-évaluation.** Le cadre de conception et de suivi du projet (cadre logique) sert de guide au suivi-évaluation du projet, parallèlement à d'autres indicateurs et instruments. Le BGP inclura un spécialiste du suivi qui prendra en charge l'enquête de référence, le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) et les études d'impact du projet, à mi-parcours et à son achèvement. Le BGP assurera le suivi quotidien de l'avancement et de la qualité: i) des activités et de la formation des SCT; et ii) des activités et de la formation des CGM. L'équipe d'assistance technique procédera au suivi indépendant des travaux de construction.
21. **Apprentissage et gestion des savoirs.** Le projet devrait permettre d'acquérir des enseignements et des savoirs importants dans plusieurs domaines: gestion des déchets par l'utilisation de biodigesteurs, protection des talus des routes, et assurance qualité des constructions par le biais de l'élaboration de protocoles d'ingénierie. Les savoirs seront recueillis dans le cadre de trois initiatives pilotes, ainsi que par les études d'impact, les études de cas, les observations faites au cours de visites sur le terrain, les rapports d'activité, les bulletins d'information et les documents hors série. Le CCRIP présentera les enseignements au gouvernement et aux parties prenantes, et les rendra publics sur son site web, et au cours de séminaires et d'ateliers. Le projet bénéficiera de l'appui du spécialiste de la gestion des savoirs affecté au bureau de pays du FIDA et aura recours au réseau de gestion des savoirs du FIDA pour diffuser toutes ses études et publications.
22. Outre ce qui précède, le projet coparrainera une initiative de radio rurale communautaire récemment lancée au Bangladesh et actuellement soutenue par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. L'initiative a pour but d'accroître la diffusion des informations importantes (par exemple jours de marché, prix des produits de base) en direction des agriculteurs et des petits producteurs, de leur faire parvenir des messages de vulgarisation dans les domaines de la production de végétaux, de poisson et de bétail, ainsi que des informations se rapportant à la vie culturelle et sociale dans les zones rurales du Bangladesh.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

23. **Gestion financière.** Selon l'évaluation de la gestion financière réalisée par le FIDA, le risque fiduciaire est jugé moyen, étant donné que les arrangements en vigueur ne

fourniraient pas une assurance maximale d'utilisation efficace et efficiente des fonds aux fins prévues. Il est prévu, afin d'atténuer les risques, d'appliquer les mesures suivantes: i) pour éviter les erreurs d'ordre linguistique, un logiciel comptable multilingue sera acheté et installé avant le début de l'exécution; ii) pour garantir la transparence et les bonnes pratiques comptables, on recrutera un spécialiste de la gestion financière ou un cabinet d'experts comptables, à temps partiel, ainsi que du personnel comptable en nombre suffisant et disposant des qualifications et de l'expérience appropriées; et iii) pour maintenir une liquidité suffisante des comptes, les paiements seront effectués par le BGP au compte de la banque de district sur réception de la part de l'ingénieur exécutif de district du LGED d'une feuille récapitulative certifiée des travaux effectués par les contractants.

24. **Budgétisation.** Le BGP sera chargé de la préparation du plan de travail et budget annuel. Les fonds de contrepartie ont été budgétisés dans le projet de développement *pro forma* et seront mis à disposition en quatre tranches. Des retards dans la mise à disposition des fonds du gouvernement ont parfois été observés par le passé, mais le gouvernement a dans l'ensemble tenu ses engagements.
25. **Flux de fonds.** Le projet utilisera la méthode du compte d'avances temporaires pour les avances aux comptes désignés. Les avances au compte désigné pour le prêt et le don seront transférées en dollars des États-Unis sur deux comptes distincts libellés en cette monnaie et ouverts à la Banque du Bangladesh. Les fonds de ces comptes seront ensuite transférés au compte de projet ouvert dans une banque commerciale, libellé en taka du Bangladesh et administré par le BGP. Ce dernier transférera les fonds aux comptes de district administrés par les bureaux de district respectifs, en fonction du type de dépense et de l'utilisation.
26. **Passation des marchés.** La passation des marchés relatifs aux biens, travaux et services financés sur les ressources fournies ou administrées par le FIDA s'effectuera conformément aux Directives pour la passation des marchés et au Manuel de passation des marchés du FIDA. Dans tous les cas où la passation des marchés est liée à des biens, des travaux et des services financés par la BASD, cette passation s'effectuera conformément aux directives de la BASD en la matière.
27. Les appels d'offres internationaux seront organisés conformément aux règles et règlements établis par la Banque mondiale et dans le respect des dispositions contenues dans les Directives du FIDA pour la passation des marchés. Pour les travaux de génie civil et les biens dont l'acquisition se fait sur la base d'un appel d'offres national, on suivra les dispositions de la loi de 2006 sur la passation des marchés publics au Bangladesh et celles des Règles en matière de passation des marchés publics de 2008. Pour tous les marchés à financer sur les fonds provenant du FIDA, il faudra fournir des informations détaillées sur le marché, les types de méthodes de passation des marchés, la nécessité d'un examen préalable ou a posteriori, entre autres, et inclure ces informations dans le plan de passation des marchés à soumettre à l'approbation du FIDA.
28. Tous les marchés relatifs à l'acquisition de biens, de travaux et de services utilisant des ressources fournies ou administrées par le FIDA exigent la constitution d'un dossier d'appel d'offres. Les contrats devront inclure une disposition en vertu de laquelle les fournisseurs, contractants et consultants sont tenus d'autoriser le FIDA à inspecter leurs comptes, registres et autres documents concernant la soumission de l'offre et l'exécution du contrat, et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par le FIDA.
29. **Contrôle interne, audit interne et externe.** Les systèmes de contrôle interne seront renforcés, au niveau du BGP, pour ce qui concerne la séparation des fonctions, la conservation des archives et la sécurité de l'information. Des mesures d'atténuation seront mises en place avant le début de l'exécution et feront l'objet

d'une supervision. Les aspects procéduraux relatifs à la gestion financière et aux décaissements sont précisés dans le manuel d'administration du projet.

30. L'unité d'audit interne du LGED procédera à un examen annuel de la performance du projet sur la base d'un projet de mandat élaboré par le BGP. Au cas où le FIDA ne serait pas satisfait des modalités de l'audit interne et de son compte rendu, il demandera qu'un cabinet de commissaires aux comptes externe soit recruté.
31. La Direction de l'audit des projets bénéficiant d'une aide extérieure réalise les audits externes pour tous les projets financés par des donateurs. La Direction utilise les Normes internationales d'audit, et les précédents audits qu'elle a réalisés ont été jugés satisfaisants. L'audit sera conforme aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets.
32. **Gouvernance.** Un cadre général pour une bonne gouvernance a été inclus dans le rapport de conception du projet et dans le manuel d'administration du projet. Il aborde d'importants aspects de la gouvernance comme la lutte contre la corruption, l'obligation redditionnelle, l'évaluation de la gestion financière et du système de passation des marchés, l'audit interne et externe, et les arrangements institutionnels concernant l'exécution du projet. Ce cadre a pour but de garantir: i) la transparence, en mettant l'information dans le domaine public; ii) l'obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources; et iii) la participation, afin que les populations puissent faire entendre leur voix dans le contexte des décisions susceptibles de les concerner. Il a été établi que la participation des communautés à tous les stades des projets peut à la fois améliorer les résultats en termes de développement et réduire les possibilités de fraude et de corruption.

E. Supervision

33. C'est au BGP qu'appartiendra la responsabilité principale en matière de supervision du projet. Le LGED est chargé de la préparation détaillée des documents d'appel d'offres pour les travaux (matériels) de développement des marchés et pour les travaux d'infrastructure de transport. Le personnel du LGED sera doté de moyens de transport, de moyens techniques de surveillance (par exemple des caméras intégrant un système de géolocalisation par satellite – GPS), et recevra une formation pour le suivi de la performance des contractants.
34. Le FIDA, le KfW et la BASD conduiront une ou deux fois par an des missions conjointes de supervision et d'examen afin de vérifier la performance du projet et d'en suivre l'avancement financier et matériel, ainsi que l'impact. En outre, les missions adresseront au BGP des recommandations techniques ou se rapportant à la gestion. Les trois partenaires conduiront conjointement l'examen à mi-parcours, les études d'impact et l'établissement final du rapport d'achèvement de projet. Au cours d'une première période de 12 à 18 mois, il y aura au moins deux missions de supervision pour vérifier la mise en place des éléments de base indispensables au démarrage d'un projet, et notamment l'étude de référence, la gestion financière et la passation des marchés, l'équipe d'assistance technique et les mécanismes d'audit.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

35. Le coût total du projet pour les six années d'exécution s'élève approximativement à 150,0 millions d'USD, dont approximativement 128,5 millions d'USD représentent le coût total d'investissement et approximativement 6,0 millions d'USD, le total des charges récurrentes. Les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers et les intérêts versés à la BAfD s'élèvent au total à 15,5 millions d'USD, comme le montre le tableau 1.

Tableau 1
Résumé des coûts du projet
(en millions d'USD)

	Monnaie			Pourcentage en devises	Pourcentage des coûts de base
	locale	Devises	Total		
I. Dépenses d'investissement					
Travaux de génie civil	97,5	10,8	108,4	10	81
Véhicules et équipement	1,2	1,3	2,4	53	2
Services de consultants	8,4	3,1	11,5	27	9
Formation, ateliers, études	3,1	0,3	3,5	10	3
Acquisition de terres	2,7	-	2,7	-	2
Personnel du LGED et coûts de fonctionnement	-	-	-	-	-
Sous-total	112,9	15,6	128,5	12	96
II. Charges récurrentes					
Entretien de l'infrastructure	4,0	0,4	4,5	10	3
Traitements et indemnités	1,3	-	1,3	-	1
Fonctionnement et entretien des véhicules	0,2	-	0,2	-	-
Sous-total	5,6	0,4	6,0	7	4
Total des coûts de base	118,5	16,1	134,5	12	100
Provisions pour aléas d'exécution	10,6	1,2	11,8	10	9
Provisions pour aléas financiers	1,4	0,2	1,6	11	1
Coût total du projet	130,5	17,4	147,9	12	110
Intérêts au cours de l'exécution	-	2,2	2,2	100	2
Total des coûts à financer	130,5	19,6	150,0	13	112

36. Le prêt du FIDA financera les dépenses d'investissement à concurrence d'environ 39,5 millions d'USD, répartis entre les travaux de génie civil pour approximativement 33,8 millions d'USD, les véhicules et l'équipement pour approximativement 0,6 million d'USD, et les services de consultants pour 0,9 million d'USD. La formation et les ateliers seront partiellement financés par un prêt d'approximativement 0,3 million d'USD, tandis qu'un montant d'environ 3,9 millions d'USD restera non alloué. Le FIDA accordera un don d'approximativement 1,0 million d'USD qui financera la formation et les ateliers à hauteur d'environ 0,9 million d'USD, un montant de 0,1 million d'USD restant non alloué.

B. Financement du projet

37. Le coût total du projet, qui s'élève à 150,0 millions d'USD, sera financé par le FIDA à concurrence de 40,5 millions d'USD au titre de la période actuelle (2013-2015) du SAFP (voir tableau 2). Les besoins complémentaires seront financés, le cas échéant, par un second prêt au titre du SAFP pour la période 2016-2018 et seront soumis en 2016 à l'approbation du Conseil d'administration. Au stade actuel, le cofinancement du projet proviendra de la BASD (50 millions d'USD), du KfW (8,8 millions d'USD) et du gouvernement (31,2 millions d'USD). Le financement de la BASD est réparti comme suit: 20 millions d'USD provenant des ressources de base de la Banque (prêt), 20 millions d'USD sous la forme d'un prêt du Fonds stratégique pour le climat (SCF) de la BASD, et 10 millions d'USD à titre de don. Le financement du KfW consistera en un don au projet. Le gouvernement financera les salaires et les coûts de fonctionnement du personnel du LGED, l'acquisition de terres et les coûts de réinstallation, ainsi que les droits et taxes identifiables, étant donné que les fonds provenant d'un prêt du FIDA ne peuvent pas être utilisés pour financer des droits et taxes.

38. Le montant du prêt proposé du FIDA s'élève approximativement à 39,5 millions d'USD. Un don du FIDA, d'un montant de 1,0 million d'USD, financera: i) la recherche pour l'innovation, les programmes de radio rurale et la gestion des savoirs; ii) une enquête de référence; iii) les études d'impact; iv) les études du SYGRI; v) les études relatives à l'examen à mi-parcours et à l'achèvement du projet; et vi) les études d'appui à la conception du prochain projet financé par le FIDA.

Tableau 2

Plan de financement, par composante et par financeur

(en millions d'USD)

	BASD		Prêt SCF		Don SCF		Premier prêt du FIDA		Adjoindre ^a		Don du FIDA		KfW		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Amélioration de la connectivité des routes																		
1. Amélioration des routes d'upazila	15,1	43,2	13,5	38,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,3	18,1	23,3
2. Amélioration des routes de circonscription et des routes villageoises	-	-	-	-	-	-	32,8	52,9	17,5	28,2	-	-	-	-	11,8	18,9	62,1	41,4
Sous-total	15,1	15,5	13,5	13,9	-	-	32,8	33,8	17,5	18,1	-	-	-	-	18,1	18,6	97,0	64,7
B. Amélioration des services de marché																		
1. Amélioration des centres de croissance et des grands marchés	4,3	38,4	4,9	43,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,1	18,3	11,2	7,5
2. Amélioration des marchés communautaires	-	-	-	-	-	-	5,5	65,6	1,5	17,4	-	-	-	-	1,4	17,0	8,4	5,6
Sous-total	4,3	22,0	4,9	24,8	-	-	28,0	1,5	7,4	-	-	-	-	-	3,5	17,7	19,6	13,1
C. Amélioration de la capacité d'adaptation au changement climatique																		
1. Capacité accrue et gestion des savoirs	-	-	-	-	0,8	31,1	0,3	10,8	0,1	1,9	1,0	37,1	0,3	9,6	0,3	9,4	2,7	1,8
2. Amélioration des abris contre les catastrophes climatiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,3	82,8	1,5	17,2	8,8	5,8
Sous-total	-	-	-	-	0,8	7,4	0,3	2,6	0,1	0,4	1,0	8,8	7,5	65,5	1,8	15,3	11,5	7,7
D. Gestion du projet	-	-	1,6	7,9	9,1	46,2	0,3	4,4	0,4	2,3	-	-	1,3	6,6	6,4	32,6	19,7	13,2
Coût total du projet	19,4	13,1	19,9	13,5	10,0	6,7	0,3	26,7	19,5	13,2	1,0	0,7	8,8	6,0	29,8	20,1	147,9	98,6
Intérêts au cours de l'exécution	0,6	28,7	0,1	3,2	-	-	0,3	-	-	-	-	-	-	-	1,5	68,0	2,2	1,4
Total des décaissements	20,0	13,3	20,0	13,3	10,0	6,6	0,3	26,3	19,5	13,0	1,0	0,7	8,8	5,9	31,2	20,8	150,0	100,0

^a Les besoins complémentaires seront financés, le cas échéant, par un second prêt au titre du SAPP pour la période 2016-2018 et seront soumis en 2016 à l'approbation du Conseil d'administration.

C. Financement rétroactif

39. Nonobstant les dispositions de la section 4.08 a) ii) des Conditions générales, l'achat d'un logiciel de comptabilité à double entrée et multilingue, la formation à la comptabilité et à l'utilisation du logiciel, et la maintenance du système, dont le coût total s'élèvera à environ quatre mille droits de tirage spéciaux (4 000 DTS), seront des dépenses autorisées pour le projet et seront financées rétroactivement par le prêt. Ces dépenses doivent être engagées entre la date d'approbation par le Conseil d'administration et la date d'entrée en vigueur.

D. Résumé des avantages et analyse économique

40. Le projet devrait générer des avantages additionnels nets substantiels pour les paysans et pour les entrepreneurs ruraux, comme les commerçants, les vendeurs et les propriétaires de moyens de transport. L'infrastructure de marché apportera des avantages directs aux commerçants et aux vendeurs temporaires en termes de: i) réduction des pertes de produits périssables; ii) augmentation des ventes grâce à l'augmentation du volume et de la valeur des produits agricoles commercialisés; et iii) augmentation du nombre de vendeurs sur les marchés villageois.
41. Les avantages découlant des routes d'upazila, de circonscription et villageoises résulteront principalement des activités commerciales générées. L'estimation des avantages repose sur les économies réalisées sur les coûts de fonctionnement des véhicules, sur la base du trafic existant; la circulation supplémentaire attendue doit se traduire par une augmentation du volume des produits transportés et par une réduction des coûts de transport.
42. Les agriculteurs vivant dans les zones desservies par les marchés et les routes seront en mesure de vendre davantage de produits agricoles, grâce à l'augmentation de la circulation, et seront aussi en mesure d'obtenir de meilleurs prix du fait du

nombre élevé d'acheteurs fréquentant le marché et donc d'une demande accrue de produits agricoles.

43. Les femmes indigentes tireront avantage de leur emploi salarié au sein des SCT pour les travaux de construction de routes et de marchés. Au terme de leur contrat, ces femmes pourront réinvestir leurs revenus dans des activités génératrices de revenus, comme la production de lait, par exemple.
44. D'autres avantages substantiels n'ont pas pu être quantifiés pour l'analyse économique et financière. Il s'agit notamment: i) de l'accès amélioré à une large gamme de services sociaux, y compris les installations éducatives et sanitaires, grâce à l'amélioration du réseau routier; ii) de l'amélioration des normes d'hygiène sur les marchés; et iii) des vies humaines préservées grâce à l'accès aux abris anticycloniques.
45. **Estimation de la rentabilité du projet.** Le taux de rentabilité économique (TRE) de base est estimé à 16% sur 20 ans. Dans le cas de base, la valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, avec un taux d'actualisation de 12%, s'élève à 2 414 millions de taka du Bangladesh (soit environ 30,6 millions d'USD).
46. L'analyse de sensibilité a évalué l'effet des variations des avantages et des coûts pour divers retards dans la concrétisation des avantages. Un certain nombre de scénarios ont été mis à l'épreuve pour déterminer la viabilité économique de l'ensemble du projet en cas d'intervention de facteurs négatifs. Le TRE est relativement stable par rapport aux augmentations des coûts, aux réductions des avantages et aux retards. Même dans l'hypothèse de retards extrêmes (deux ans, par exemple) dans la concrétisation des avantages du projet, ou d'un caractère relativement peu durable de ces avantages qui se traduirait par leur diminution annuelle de 20%, le TRE demeure égal ou supérieur au coût d'opportunité du capital, fixé par hypothèse à 12%.

E. Durabilité

47. Le LGED et les *parishad* des circonscriptions sont responsables de l'entretien des routes et des marchés, et reçoivent un budget annuel pour les travaux d'entretien. Le gouvernement a confirmé que les crédits d'entretien relatifs à toutes les constructions édifiées dans le cadre du projet seront alloués tout au long de la période d'exécution du projet et au-delà, et que leur montant sera suffisant pour garantir que les investissements conservent un niveau de qualité équivalant à celui de la construction originale.
48. Les investissements dans des types de routes de qualité élevée et durable, comme les routes en béton de ciment armé, permettront d'accroître la durabilité des constructions routières. Ce type de routes exige peu d'entretien, pour autant que leur construction puisse être réalisée conformément aux normes de qualité les plus élevées. Les SCT se verront confier l'entretien des accotements et l'exécution de légers travaux de réparation. Par ailleurs, un plan d'entretien des routes sera élaboré en vue de la planification, de la budgétisation et du suivi de l'entretien au cours de la période d'exécution et au-delà.
49. Les CGM seront chargés de l'entretien des marchés. Le projet formera les membres des CGM et les encouragera à élire des membres actifs. En vertu de la législation actuelle, un CGM reçoit 25% du loyer du marché pour financer les travaux de réparation nécessaires et pour assurer la propreté et le bon ordre de la zone du marché.

F. Identification et atténuation des risques

50. La reproduction à plus grande échelle d'un projet comporte le risque d'une surcharge de travail pour l'organisme d'exécution. Le projet atténuera ce risque en intégrant à son équipe dirigeante un directeur adjoint connaissant bien les questions de construction des routes de circonscription/villageoises et les travaux des SCT. La

promotion des SCT, des CGM et des sections réservées aux femmes dans les marchés a été bien établie par le MIDPCR, qui pourra soit mettre à disposition du personnel expérimenté, soit former de nouveaux agents pour le CCRIP. Le projet ne reproduira pas à plus grande échelle l'approche des filières du MIDPCR et demeurera par conséquent concentré sur les travaux de génie civil pour lesquels le LGED a déjà fait ses preuves dans le pays.

51. Les risques associés à la gouvernance, et spécialement ceux qui se rapportent à la gestion financière, ont été évalués séparément par la BASD et par le FIDA, et des mesures d'atténuation ont été définies, comme le contrôle interne et l'audit interne, et un système comptable informatisé en partie double. Le FIDA estime que, si toutes les mesures proposées sont appliquées, les risques résiduels seront faibles. La supervision par la BASD, le FIDA, le KfW et l'équipe d'assistance technique assurera le contrôle et l'appui technique nécessaires, particulièrement au cours des premières années de l'exécution.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

52. Le projet respecte toutes les politiques pertinentes du FIDA en matière de ciblage, d'égalité entre les sexes, de contexte foncier et de collaboration avec le secteur privé. Pour ce qui concerne le ciblage, la conception du projet a appliqué un processus rigoureux de ciblage géographique afin de choisir les *upazila* les moins développés et les plus vulnérables. La conception du projet garantit aussi que les femmes pauvres ou indigentes seront parmi les bénéficiaires directs puisqu'elles participent, dans le cadre des SCT, à la construction de marchés et de certaines routes villageoises. En outre, un plan d'action détaillé a été élaboré en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.
53. Les questions foncières seront couvertes par le cadre de la BASD pour les relocalisations et les litiges fonciers. Il n'y aura pas d'acquisition de terres pour les activités financées par le FIDA, et l'on ne prévoit pas de litiges fonciers.
54. Le CCRIP constitue pour l'essentiel une intervention entrant dans la catégorie C, c'est-à-dire que ses incidences seront négligeables sur les plans environnemental et social. En fait, le développement de marchés dotés de routes internes et de systèmes de drainage et de collecte des ordures améliorera le microenvironnement dans les marchés et aux alentours.

B. Alignement et harmonisation

55. Le concept du CCRIP a été approuvé par le gouvernement au cours de la préparation du COSOP axé sur les résultats et confirmé à chaque étape du cycle de conception. Toutes les parties prenantes ont consenti des efforts particuliers pour que le projet soit conforme au sixième Plan quinquennal 2011-2015 du gouvernement et aux priorités connexes de développement. Le Plan quinquennal accorde une grande importance aux routes et aux marchés ruraux, à l'agriculture, à l'élevage et aux pêcheries à base communautaire pour une croissance favorable aux pauvres. Il met en outre l'accent sur la nécessité de créer des opportunités d'emploi dans les zones rurales.
56. Grâce à l'arrangement de cofinancement en collaboration, le projet est pleinement harmonisé avec les trois organismes donateurs, à savoir la BASD, le FIDA et le KfW. Il servira en outre de complément au prochain Projet d'amélioration des endiguements côtiers (2013-2018), financé par la Banque mondiale, qui renforcera les endiguements dans plusieurs *upazila*.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

57. La reproduction à plus grande échelle des activités du MIDPCR dans le cadre du projet a déjà été recommandée par le COSOP axé sur les résultats 2012-2018. Le projet procédera principalement à une reproduction horizontale, en élargissant la

zone d'intervention du MIDPCR, qui passera de 5 à 12 districts. Cette augmentation de l'échelle des opérations devrait avoir un impact accru sur les moyens de subsistance des ruraux pauvres. La reproduction verticale se fera par le biais d'une concertation sur les politiques, comme on le verra dans la section suivante.

58. Les modalités d'exécution pour la reproduction à plus grande échelle sont en cours de communication au MIDPCR. La supervision, l'examen à mi-parcours et les enquêtes sur le projet ont confirmé le succès de l'approche des SCT pour le développement de l'infrastructure de marché. Le LGED, sous la direction du MLGRDC, a joué un rôle pilote également pour le CCRIP, ce qui facilitera la reproduction des approches réussies du MIDPCR.

D. Participation à l'élaboration des politiques

59. Dans le programme de reproduction à plus grande échelle poursuivi par le FIDA au Bangladesh, l'espace de l'action des pouvoirs publics est probablement le plus pertinent pour ce projet. Le LGED, par l'intermédiaire du MLGRDC, a encouragé le CCRIP, qui est inclus dans le cycle de planification du gouvernement. Diverses questions relevant des pouvoirs publics pourraient devoir être abordées, et notamment: i) l'engagement pris par le gouvernement d'assurer un entretien adéquat des routes et des marchés; ii) l'approche des SCT dans le domaine de l'infrastructure rurale; et iii) la protection de l'infrastructure rurale contre les aléas climatiques. D'autres aspects caractéristiques du projet, comme la section réservée aux femmes dans les marchés et l'organisation des CGM, seront observés, et les pratiques réussies en seront extraites et portées à l'attention des décideurs en vue d'une possible inclusion dans les politiques nationales.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

60. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
61. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
62. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

63. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à vingt-six millions cent mille droits de tirage spéciaux (26 100 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un don d'un montant équivalant à six cent soixante mille droits de tirage spéciaux (660 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Coastal Climate Resilient Infrastructure Project (CCRIP)"

(Negotiations concluded on 28 March 2013)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Coastal Climate Resilient Infrastructure Project (CCRIP) (the "Project")

The People's Republic of Bangladesh (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and all of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement; and

WHEREAS it is understood that arrangements have been made by the Borrower/Recipient, Asian Development Bank and KfW Bankengruppe for additional resources to finance the Project,

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purpose of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (collectively referred to as the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement. The Fund shall consider providing supplementary financing for the implementation of the Project during the period commencing on 1 January 2016, subject to the availability of funds and approval of the Fund's Executive Board.

Section B

1. (a) The amount of the Loan is Twenty Six Million and One Hundred Thousand Special Drawing Rights (SDR 26 100 000).

(b) The amount of the Grant is Six Hundred and Sixty Thousand Special Drawing Rights (SDR 660 000).

2. The Loan is granted on Highly Concessional Terms.
3. The Loan Service Payment Currency for the Loan shall be United States dollar (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year for the purpose of the implementation of the Project shall be 1 July.
5. Payments of principal and service charges shall be made on each 1 March and 1 September.
6. There shall be two (2) designated accounts denominated in USD (collectively referred to as the "Designated Accounts") opened in accordance with Section 4.04(d) of the General Conditions by the Borrower/Recipient in a bank acceptable to the Fund, through which the Loan and Grant proceeds shall be channelled. The Borrower/Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.
7. There shall be two (2) project accounts (the "Project Accounts") opened by the Lead Project Agency in a bank acceptable to the Fund to receive and hold financing transferred from the Designated Accounts. There shall be twelve (12) district project accounts (collectively referred to as the "District Project Accounts") in the Project Area as defined in paragraph 1 of Schedule 1 hereto, to receive and hold financing transferred from the Project Account. The Borrower/Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Project Account and the District Project Accounts.
8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart funds for the Project in the amount of thirty one million and two hundred thousand United States dollars (USD 31 200 000), which shall finance *inter alia* Project-related staff salaries in the Lead Project Agency, operating cost of the Project and Project-related land acquisition and resettlement costs.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Local Government Engineering Department (the "LGED") under the Local Government Division of the Ministry of Local Government, Rural Development and Cooperatives (the "MLGRD&C") of the Borrower/Recipient.
2. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Designated Accounts, the Project Account and the District Project Accounts as referred to in Section B above shall have been duly opened;
 - (b) The Project Director and other Key Project Personnel of the Project Management Office (the "PMO") and Regional Project Offices as referred to in paragraphs 7 and 8 of Schedule 1 hereto shall have been duly recruited by the Lead Project Agency; and
 - (c) The Project financial management system shall have been operational.

2. The following is designated as an additional specific condition precedent to the Fund's first replenishment of the Loan Designated Account: The accounting software of the accounting system of the Project shall have been operational.
3. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals under this Agreement:
- (a) The Project Director or other Key Project Personnel of the PMO and Regional Project Offices as referred to in paragraphs 7 and 8 of Schedule 1 hereto have been removed from the Project without the prior concurrence of the Fund; or
 - (b) The Project Administration Manual (the "PAM") as referred to in paragraph 16 of Schedule 1 hereto is not approved by the Fund within six (6) months of the entry into force of this Agreement.
4. Notwithstanding the provisions of Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, procurement of a multilingual, double entry accounting system software, software and accounting training and system maintenance in the amount of approximately four thousand Special Drawing Rights (SDR 4 000) shall be eligible expenditure for the purpose of this Agreement and retroactively financed by the Loan.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Economic Relations Division
Ministry of Finance,
Government of the People's
Republic of Bangladesh
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Borrower/Recipient and three (3) for the Fund.

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall be implemented in thirty two (32) Upazilas of twelve (12) south-western districts including Satkhira, Khulna, Bagerhat, Gopalganj, Madaripur, Shariatpur, Pirojpur, Jhalkati, Barisal, Bhola, Borguna and Patuakhali (the "Project Area"). The Project shall benefit mainly the population in the catchment areas of Project markets and users of roads, in particular, small and marginal farmers, small traders and micro-entrepreneurs, landless people and poor women. Direct beneficiaries include approximately five thousand (5 000) people contracted to the Labour Contracting Society (the "LCS"), one hundred and sixty two thousand four hundred (162 400) traders in the markets under the Project, fifty two thousand six hundred (52 600) transport owners, and two hundred and thirty five thousand (235 000) households living in the areas of influence of roads/markets.
2. *Goal.* The goal of the Project is to achieve improved livelihoods (higher incomes and food security) for poor households (women and men) in selected Upazilas of the Project Area.
3. *Objectives.* The objective of the Project is to achieve enhanced climate resilience of coastal road and market infrastructure and people in selected Upazilas of the Project Area.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

(a) Component 1: Improved Road Connectivity

This Component shall improve road connectivity for men and women living in Project Upazilas to access markets and social services. Under this Component, approximately one hundred and thirty (130) km Upazila road will be built with the resources provided by the Asian Development Bank (the "ADB") in accordance with applicable arrangement between Borrower/Recipient and the ADB. Approximately five hundred and one (501) km union and village roads along with associated small bridges and culverts (approximately two thousand four hundred and fifty five (2 455) meters) shall be constructed with the Financing and supplementary financing extended from the Fund in accordance with this Agreement. Roads shall adopt climate resilient and/or climate adaptation features. Roads that benefit the largest number of people, connect Project markets and other important markets and remote villages shall receive high priority.

The Borrower/Recipient shall bear the financial responsibility of maintenance to ensure the durability of the road infrastructures built by the Project.

(b) Component 2: Improved Market Services

Component 2 shall enhance marketing of farm and non-farm produce in Project markets. Particularly, it shall build and/or improve physical markets (including *inter alia* common sheds, fish sheds, open paved/raised areas, women sections, toilet blocs, internal drainages), build commodity collection points (CCPs) and boat landing platform (ghats), form market management committees (MMCs), and create employment for the poor women (LCS members), with the Financing and supplementary financing extended from the Fund in accordance with this Agreement. Component 2 shall develop growth centres and large rural markets with the resources of the ADB in accordance with applicable arrangement between

Borrower/Recipient and the ADB, and expand and develop approximately one hundred and ninety seven (197) community (village) markets, five (5) CCPs, fifteen (15) women sections and thirty eight (38) boat landing platforms with the Financing and supplementary financing extended from the Fund in accordance with this Agreement. All markets and CCPs except for the large markets shall be built by LCS groups. Each market or CCP shall have an MMC, which shall supervise the construction and later manage the market and be responsible for the routine maintenance. This Component shall provide appropriate training to LCS groups and MMCs to enable them to perform their functions in accordance with this Agreement.

The Borrower/Recipient shall bear the financial responsibility of maintenance to ensure the durability of the market infrastructures built by the Project.

(c) Component 3: Enhanced Climate Change Adaptation Capacity

The objective of this Component is that rural communities and local authorities are able to cope with volatile climate events and meet their basic needs during climatic shocks. Component 3 shall include i) construction or extension of cyclone shelters; ii) improvement of existing shelters; iii) upgrading access tracks; iv) renewable energy supply in the market and cyclone shelter; v) water supply in the market and cyclone shelter; vi) killah construction; and vii) complementary support measures to enhance capacity for disaster preparedness. The Borrower/Recipient shall make appropriate arrangement with KfW Bankengruppe (KfW) for the availability of financing to these activities. The Fund shall finance the training of LCS groups in construction skills and on social issues, and MMC members on planning, supervision of works and management of the markets.

The Borrower/Recipient shall bear the responsibility of maintenance to ensure the durability of the cyclone shelter and related infrastructures built by the Project.

The Project shall support with resources of the Grant innovation research and pilot testing such as those on i) garbage management in markets; ii) climate resilient slope protection; and iii) introduction of quality test protocols for road and market constructions. These three activities shall be contracted out to qualified national academic institutions through transparent and competitive procedures. The Project shall also support knowledge management activities such as the implementation of the Rural Community Radio Initiative (as referred to in paragraph 13 below) for mass information on agricultural, market, cultural and social topics as well as Project-related information. The Project shall conduct a baseline survey and impact and environmental studies in support of the Project.

The Fund shall manage directly, with the concurrence of the Borrower/Recipient, a portion of the Grant resources in the amount of three hundred and thirty thousand US dollars (USD 330 000) to finance the studies supporting the Mid-Term Review of the Project and the exploration of possible approaches to scaling up the benefits and sharing the experience and knowledge generated from the Project in Bangladesh.

II. Implementation Arrangements

5. *Lead Project Agency.* The LGED, in its capacity of Lead Project Agency, shall have the overall responsibility of the Project implementation.

6. *Project Steering Committee.* The Project will be under the overall policy guidance of the Project Steering Committee chaired by the Secretary of the Local Government Division. Its membership shall include, *inter alia*, representatives from the Local Government Division and LGED of the MLGRD&C; the Planning Commission and Implementation, Monitoring, and Evaluation Division of the Ministry of Planning; the Economic Relations Division and Finance Division of the Ministry of Finance; the Ministry of Water Resources; and the Ministry of Environment and Forests. The Project Steering Committee shall meet twice annually, and on an *ad hoc* basis as and when necessary, to review the progress of Project implementation.

7. *Project Management Office (the "PMO").* The overall responsibility for the management, implementation and monitoring of the Project shall be assumed by the PMO, which shall be established under the authority of the Chief Engineer at the LGED headquarters in Dhaka. The PMO shall operate under the leadership a Project Director and assisted by two Deputy Project Directors at LGED headquarters. The PMO will be supported by consultants with expertise in engineering design and supervision, climate resilience, economics and finance, social and gender development, participatory approaches, environmental and climate assessment, monitoring and evaluation, and local governance. Specifically, the PMO shall perform *inter alia* the following functions:

i) *Start Up:* a) Recruit and mobilize staff members as per plan of the Project; b) train all relevant PMO staff members; c) recruit a technical assistance (the "TA") team; d) procure goods and services; e) conduct start-up workshops; f) install a computerized, multilingual accounting and financial management system; and g) install a full management system.

ii) *Studies:* a) Conduct baseline studies; b) conduct Results and Impact Management System studies (baseline, mid-term and completion); and c) conduct an environmental study and receive environmental clearance from the Department of Environment of the Ministry of Environment and Forests.

iii) *Planning:* Prepare consolidated Annual Work Plans and Budgets (the "AWPBs") for the Project to be approved by the Fund, ADB, and KfW.

iv) *Implementation:* a) Develop village markets and union/village roads as selected by the Fund and the LGED; b) prepare a road maintenance plan; c) prepare master plans for each market and prepare/customize engineering design for each market by following typical designs; d) customize design for union/village roads duly selected; e) select Upazila road subprojects and growth centres and large markets, and complete analysis and design; f) authorise tendering of all construction works; and g) perform all activities related to LCS, MMCs, staff development.

v) *Supervision:* a) District Executive Engineers (the "XENs") and Upazila Engineers shall supervise progress and quality of work done by the LCS groups and contractors; b) professional staff members from RPOs shall perform additional supervisions of construction works; c) engineers from the TA team shall perform additional monitoring of construction works.

vi) *Financial payment:* Payments against goods and services to be procured by the XENs shall be made by the PMO through the XENs after recommendation from the Regional Project Offices and Upazila Engineers.

vii) *Financial management*: The PMO shall submit consolidated annual financial statements to the Fund, ADB and KfW. Such consolidated statements shall be audited by Foreign Aided Project Audit Directorate (FAPAD). In addition to the annual external audit, an internal audit of the Project at the PMO level shall be executed by the internal auditor of LGED for Project Year one, as well as in the following years based on mutual agreement between the Borrower/Recipient and the Fund.

viii) *Progress report*: The PMO shall prepare all reports including financial reports for all activities. It shall prepare quarterly reports and annual reports to be presented to the Fund, ADB and KfW.

ix) *Coordination*: The PMO shall be responsible for coordination with the Fund, ADB, KfW, Local Government Division of MLGRD&C, the Economic Relations Division (the "ERD") of the Ministry of Finance and other stakeholders of the Project.

8. *Regional Project Offices (the "RPOs")*. There shall be three (3) RPOs located in Khulna, Madaripur, and Barisal district headquarters, which shall be responsible for progress supervision, monitoring of LCS works and other works of the Project, quality control, impact monitoring and for maintaining close links with stakeholders.

9. *Key Project Personnel*. Professional staff of the PMO and RPOs shall be contracted, under procedures acceptable to the Fund, on an open, transparent and competitive basis and have qualifications and experience commensurate with their duties. The recruitment and removal of the Project Director or other key professional staff shall be subject to the concurrence between the Fund and the Borrower/Recipient.

10. The construction of roads under Component 1 except for the block roads shall be awarded to professional contractors. LGED district XENs and Upazila Engineers would be responsible for managing these contracts. The LGED district offices, headed by executive engineers, will be responsible for implementing subprojects of the Project under the guidance of the PMO. The Project shall coordinate with Bangladesh Water Development Board for development interventions.

11. *Monitoring and Evaluation*. The PMO shall have a Monitoring Specialist and an assistant to i) organize the baseline survey by a consulting firm, ii) organize three Results and Impact Management System (the "RIMS") Studies – at start-up, mid-term and completion of the Project, iii) conduct studies on impacts of markets development, LCS, construction of roads, and other Project impact, iv) prepare case studies, and v) conduct mid-term and completion Project impact studies. The team will carry out daily monitoring of progress and quality of i) LCS activities and training, and ii) MMC activities and training. The quality/supervision engineers of the TA team will perform additional monitoring of construction works. The PMO will prepare reports to be shared with the Fund, ADB and KfW.

12. *Learning and Knowledge Management*. Lessons and knowledge produced during the implementation of the Project shall be shared with the Fund, ADB, KfW, the Government of People's Republic of Bangladesh and other national and international stakeholders by widely distributing, publishing them on internet and organizing seminars and workshops. The Fund's knowledge management network shall be utilized for such a purpose.

13. *Rural Community Radio Initiative.* The Project will support the Rural Community Radio Initiative in the Project Area to enhance the dissemination of important information for farmers and small producers such as information on related projects, market days, commodity prices, weather forecast and messages for extension of crop, fish and livestock production. This activity will be funded with resources from the Grant.

14. *Supervision and evaluation.* The Fund, ADB and KfW shall carry out joint supervisions. Besides the Fund/ADB/KfW annual supervision mission, an independent mid-term and final evaluation shall be conducted.

15. *Procurement.* Procurement of goods, works and services financed from resources provided and/or administered by the Fund shall be undertaken in accordance with the Fund's Procurement Guidelines and Handbook (September 2010, as amended from time to time). In all cases whereby procurement is packaged along with goods, works and services financed by the ADB, the ADB's Procurement Guidelines (2010, as amended from time to time) and Guidelines on the Use of Consultants (2010, as amended from time to time) shall apply. Without prejudice to the aforementioned rules, procurement of goods, works and services through national competitive bidding shall follow the Public Procurement Act of 2006 and Public Procurement Rules of 2008 of the Borrower/Recipient.

16. *Project Administration Manual.* The PMO shall prepare the Project Administration Manual (the "PAM"), and shall forward it to the Fund for comments and approval. The PAM shall provide detailed implementing rules of the Project in accordance with this Agreement.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of the Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed thereby in each Category:

Category	Loan Amount (in SDR)	Grant Amount (in SDR)	Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes)
I. Civil Works	22 300 000		100%
II. Vehicles and Equipment	400 000		100%
III. Consulting Services	600 000		100%
IV. Studies, Training and Workshops	200 000	600 000	100%
Unallocated	2 600 000	60 000	
TOTAL	26 100 000	660 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Civil Works" includes *inter alia* eligible expenditures incurred for repair of or newly constructed union and village roads; associated minor bridges and culverts; repair of or newly constructed bridges; construction of boat landing stations; and markets.

"Vehicles and Equipment" includes *inter alia* eligible expenditures incurred for machines and instruments for construction; vehicles including related operation and maintenance; and office equipment and furniture.

"Studies, Training and Workshops" includes *inter alia* eligible expenditures incurred on studies, surveys; training; tours; capacity building support for staff and beneficiaries; materials for training; the Rural Community Radio Initiatives.

"Unallocated" includes the amount of the Loan and Grant which is not allocated to any specific Category of eligible expenditures, but is available for future reallocation to the Categories above.

2. Notwithstanding the provisions of Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, procurement of a multilingual, double entry accounting system software, software and accounting training and system maintenance in the amount of approximately four thousand Special Drawing Rights (SDR 4 000) shall be eligible expenditure for the purpose of this Agreement and retroactively financed under Category IV above with proceeds of the Loan.

Logical framework (excerpt)

Design Summary	Performance targets and indicators	Monitoring Mechanism & Information Sources	Assumptions
<p>Project Goal [ADB: Impact]</p> <p>Project Goal</p> <p>Improved livelihoods (higher incomes and food security) for poor households (women and men) in selected Upazilas of 12 coastal districts</p>	<p>ADB - by 2021:</p> <p>Household incomes in projet areas increased by 20% in 2012 prices (2012 baseline: Tk70,000)</p> <p>LE FIDA - by 2018 (from baseline):</p> <p>20 % increase of households reporting improvements in household asset ownership index (RIMS)</p> <p>30 % reduction in the prevalence of child malnutrition (RIMS)</p> <p>60 % increase in incomes in 50%of poor households from a range of farm, fishery and non-farm sources, disaggregated by sex</p>	<p>Bangladesh Bureau of Statistics</p> <p>Multiple Indicator Cluster Survey (MICS) of the RIMS surveys</p> <p>Impact surveys at baseline, mid-term and completion</p> <p>Qualitative assessment (PRA) with target HHs in projet Upazilas/Unions/Villages.</p>	
<p>Development objective [ADB: Outcome]</p> <p>Enhanced climate resilience of coastal road and market infrastructure and people in selected Upazilas of 12 projet districts.</p> <p>[Projet Target: Overall approximately 600,000 HHs; 3.5 million people]</p>	<p>By 2018:</p> <p>< 5# of days of inundation of infrastructure reduced (baseline 20 days)</p> <p>60 % more beneficiaries reporting improved food security, by women/men (RIMS)</p> <p>50 % reduced loss of lives and assets during disaster</p>	<p>Independent evaluation of robustness and resilience of infrastructure design.</p> <p>CCRIP projet assessment report after each monsoon season and natural disaster event.</p> <p>LE FIDA annual supervision report.</p> <p>PRA after each monsoon season and natural disaster event.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Climate change related impacts are within predicted level
COMPOSANTE 1: Improved Road Connectivity			
<p>Outcome 1: Improved road connectivity for men and women living in projet Upazilas to access markets and social services.</p>	<p>By 2018, ADB:</p> <p>Increased average traffic volume per day on projet roads (target: 500; baseline: 200)</p> <p>Reduced average vehicle operating costs on projet roads (target: BDT 10 / km; baseline BDT15 /km)</p> <p>LE FIDA (from baseline):</p> <p>50% increase in average traffic volume per day on projet roads</p> <p>25% reduced transportation costs on projet roads</p> <p>50% reduced travel time</p>	<p>Traffic data surveys (volume and price)</p> <p>Transport worker and user surveys</p>	<ul style="list-style-type: none"> Government sustains or increases funds for road and market maintenance. Investments in polder protections by other programmes and projets continue
COMPOSANTE 2: Improved market services			
<p>Outcome 2: Enhanced marketing of farm and non-farm produce in projet markets</p>	<p>By 2018, ADB funded:</p> <p>90% increase in the volume of goods marketed in growth centre markets, (baseline: 23,000kg in 2012)</p> <p>% increase of traders (disaggregated by sex)</p> <p>LE FIDA (from baseline):</p> <p>20% additional income from construction of infrastructure</p> <p>50% increase in the volume of goods marketed in village markets</p> <p>25% increase of traders (disaggregated by sex)</p>	<p>Market surveys (at baseline, mid-term and completion)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Services of MAPP are reinforcing CCRIP interventions
COMPOSANTE 3: Enhanced Climate Adaptation Capacity			
<p>Outcome 3: Rural communities and local authorities are able to cope with volatile climate events and meet their basic needs during climatic shocks</p>	<p>Climate resilient rural infrastructure management plan is operational</p> <p>% of population using shelters during natural disasters [Target: -- %]</p>	<p>Qualitative surveys: Focus group discussions and key informant interviews after completion of shelters</p> <p>Post-climate shock surveys, PRA on effectiveness of response, management of shelters</p>	<p>Local Government maintains emergency and recovery plans</p>